Le Devoir, Montréal, Édition du lundi, le 15 août 2005, page A7 – Idées.

DIX UTOPIES QUI ONT FORGÉ LE QUÉBEC
Huitième d'une série de dix

Indépendance, socialisme et autogestion

Les possibles de Marcel Rioux qui ne sont pas advenus

Diane Lamoureux

Diane.Lamoureux@pol.ulaval.ca

Professeure de philosophie politique au département de science politique de l'université Laval. Auteure de plusieurs ouvrages et articles sur le féminisme québécois et les théories féministes. Ses travaux récents portent sur la citoyenneté et la démocratie dans les sociétés occidentales contemporaines.

[Photo: Rêver de «changer la vie», suivant la belle expression de Rimbaud, ce n'était pas tant faire preuve d'utopie que d'être sensible aux pratiques émancipatoires qui se développaient dans plusieurs secteurs de la société québécoise. Jacques Grenier, Le Devoir.]

Texte reproduit dans la bibliothèque virtuelle, [Les Classiques des sciences sociales](#), avec l'autorisation de Mme Lamoureux accordée le 15 août 2005.

“Dix utopies qui ont forgé le Québec”,
Huitième d'une série de dix.

À une époque où le Québec semble vouloir repenser son devenir, Le Devoir propose d'explorer, tous les lundis de l'été, une dizaine d'utopies passées, proposées et incarnées par des hommes et des femmes qui ont marqué cette société, de la Nouvelle-France jusqu'aux années 1970. Comment ces personnages clés, mais parfois méconnus, de notre histoire, ont-ils envisagé l'avenir? Quels projets les ont portés, quelles luttes les ont animés? Quelle mémoire avons-nous de ces avènements rêvés? Jean-Philippe Warren, titulaire de la Chaire d'études sur le Québec de l'université Concordia, a conçu et coordonné la série, avec la collaboration d'Antoine Robitaille.

Utopiste Marcel Rioux ?

Probablement, mais davantage peut-être porteur d'espérances, attentif aux possibles émancipateurs de la société québécoise.

Certes aujourd'hui, les voix qui parlent de socialisme et d'autogestion se font rares, mais dans le Québec des années 1970, parler d'indépendance, de socialisme et d'autogestion, rêver de «changer la vie», suivant la belle expression de Rimbaud, ce n'était pas tant faire preuve d'utopie que d'être sensible aux pratiques émancipatoires qui se développaient dans plusieurs secteurs de la société québécoise.

Après tout, le Parti québécois accédait au gouvernement huit ans après sa formation; les luttes ouvrières pouvaient déboucher, comme en 1972,

sur des occupations de villes, de médias et des expériences de démocratie directe ou d'autogestion; le mouvement communautaire se développait et mettait sur pied des initiatives solidaires concernant la pauvreté, le développement régional, la folie ou la santé; on voyait se mettre en place des écoles alternatives; le mouvement contre-culturel remettait en cause l'éthique du travail et la famille traditionnelle.

L'indépendance comme cadre

Loin d'être de nulle part (le sens étymologique du mot utopie), les espérances politiques de Marcel Rioux étaient profondément ancrées dans sa conception de la société québécoise. Contrairement à la plupart des intellectuels de sa génération, Rioux ne se situe ni dans le camp de ceux qui, comme Trudeau, voient dans l'État canadien la voie de la modernisation du Québec, ni dans celui de ceux qui font du pays du Québec le but ultime, gage encore là de la modernisation de la société québécoise.

Certes, il entrevoyait également la modernisation du Québec, ce qui impliquait de rompre avec l'influence de l'Église catholique sur la vie politique et sociale du Québec. C'est d'ailleurs ce qui explique son engagement dans le Mouvement laïc de langue française. Mais cette modernisation prendrait la forme d'une révolution tranquille, prenant appui sur le tissu communautaire québécois et faisant l'économie du moment

individualiste et libéral pour passer directement à un socialisme autogestionnaire, ce qu'il appelait dès le milieu des années 1960 «le privilège du retard historique».

Cette idée se fondait sur ses recherches anthropologiques des années 1950 qui lui ont fait découvrir un Québec «tricoté serré», mais aussi des communautés de sens qui ne se laissent pas réduire aux institutions censées les structurer comme l'Église catholique ou, plus tard, l'État provincial. Peut-être est-ce là, dans la possibilité de faire l'économie du moment individualiste et libéral, que se situe le noyau le plus utopique de la pensée de Rioux.

L'indépendance du Québec lui semblait être une condition. «Ceux qui, comme moi, croyaient à l'indépendance du Québec et à la possibilité d'y développer un type de société différent de celui des États-Unis, se fondaient sur le fait qu'à cause de sa spécificité ce pays représentait le maillon faible du capitalisme sauvage en Amérique du Nord.» (Un peuple dans le siècle, Boréal, 1990.)

D'où les espérances déçues et une certaine amertume à la suite de l'échec référendaire de 1980, la fermeture de possibles émancipatoires.

Le «courant chaud» du socialisme

Quant au socialisme de Marcel Rioux, il était plus lié à un rejet de l'aliénation marchande et à une critique culturelle

de l'individualisme et de l'éthique du travail.

Certes, il possédait une grande familiarité avec l'oeuvre de Marx, ayant introduit l'enseignement du marxisme dans l'université québécoise. Mais le marxisme de Rioux s'apparente plus aux travaux de ceux qui entreprenaient alors de faire la critique culturelle du capitalisme, à ceux qui critiquaient la société du spectacle, le fétichisme de la marchandise et l'aliénation liée au consumérisme ou encore de ceux sensibles aux enjeux de la vie quotidienne. Bref, une sensibilité au vécu concret plutôt qu'une dogmatique s'intéressant prioritairement aux institutions et à la prise du pouvoir.

Cela explique que Rioux ait été un adepte de la sociologie critique qu'il opposait à la sociologie aseptique. Sa sociologie critique s'attache à mettre au jour les contradictions, les lieux de domination, les formes de contestation sociale et à suggérer les chemins de l'émancipation. Là encore, pas vraiment utopie, mais attention aux mouvements imperceptibles de l'histoire avec un petit «h», celle des vécus concrets et non pas celle des structures.

L'autogestion comme autoréalisation

Quant à l'autogestion, il faut la lier à une volonté d'un socialisme non autoritaire, qui doit certainement beaucoup à l'anarchisme diffus de sa jeunesse, mais tout autant à une observation attentive des processus de

coopération sociale des communautés qu'il étudie dans les années 1950.

Certes, Rioux se réfère à la tradition autogestionnaire présente dans un certain courant du marxisme et surtout dans l'anarchisme, mais cette référence reste dans une large mesure une prise de position générale qui sert uniquement à guider son regard sociologique et à voir dans les pratiques sociales ce que d'autres n'ont pas vu.

Il était attentif aux diverses expériences de coopération économique -- des caisses populaires à Tricofil (entreprise qui, à la suite d'une lutte syndicale très dure, s'était transformée en coopérative ouvrière de production).

Son autogestion prenait donc essentiellement une forme coopérative. «Pour nous, l'autogestion n'est pas une théorie que les ouvriers et les autres groupes de citoyens n'auraient qu'à appliquer pour accomplir l'histoire mais plutôt une expérimentation constante où les pratiques émancipatoires prennent le pas sur la théorie; que ce soit à Tricofil, au JAL ou ailleurs, chaque groupe doit inventer, imaginer et créer des actions qu'aucun manuel n'a cataloguées à son intention.» («Les possibles dans une période de transition», Possibles, vol. 1, n° 1, 1976.)

L'autogestion permet donc de créer une communauté de sens d'où pourront émerger des «possibles» et se développer une «culture-praxis», «antithèse de l'aliénation, de l'exploitation et de l'autorité qui, au

bout de l'analyse des sociétés industrielles, se révèlent les trois concepts qui en expliquent la nature. La recherche des possibles veut contribuer à libérer la praxis humaine de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'aliénation généralisée et de l'autorité que des hommes s'arrogent sur d'autres», écrit-il encore dans Possibles.

Utopie ou nécessité ?

En conclusion, je reprends l'évaluation de Jules Duchastel qui voit en Marcel Rioux un intellectuel qui oscille entre raison et utopie (Marcel Rioux, entre l'utopie et la raison, Nouvelle Optique, Montréal, 1981).

Il pratique une sociologie rigoureuse, quoique critique, tout en s'investissant dans des revues politico-culturelles qui cherchent à élargir l'horizon des «possibles» sociaux, comme Socialisme, dans les années 1960 et Possibles, à partir de 1976.

Il adhère au Parti québécois, tout en étant critique au sujet de sa fonction gestionnaire quand il est au pouvoir.

Il prône le socialisme, mais il prend ses distances des groupes marxistes-léninistes («m-l») dans les années 1970.

Il prône la contre-culture, mais a une conception tout à fait traditionnelle des rôles sociaux de sexe.

Il participe au Tribunal de la culture destiné à faire contrepoids aux velléités du gouvernement Bourassa en

termes de «souveraineté culturelle», mais ses travaux sur la culture servent de base à la rédaction de la politique culturelle de ce même gouvernement.

Bref, dans la pensée de Marcel Rioux, indépendance, socialisme et autogestion sont moins des utopies que des «possibles» qui ne sont pas advenus. Ces possibles n'en étaient pas moins perceptibles pour un observateur attentif de la vie politique et sociale du Québec de l'époque. Des espoirs déçus certes, qui sont

probablement à la source du cynisme contemporain.

Mais dans le Québec d'aujourd'hui marqué par l'indignation au sujet du scandale des commandites, par la montée des luttes contre la mondialisation libérale, par les luttes étudiantes du printemps dernier, peut-être les «possibles» de Marcel Rioux sont-ils encore de nouveau ouverts et n'en tient-il qu'à nous de les enterrer... ou au contraire de les faire advenir.